

PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

DIRECTION DES AFFAIRES GÉNÉRALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES
ET DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

SECTION INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DOSSIER N° : 2011/0285 94 21 509
COMMUNE : VILLENEUVE-LE-ROI

ARRÊTÉ n°2013/2994 du 07 OCT. 2013

portant mise en demeure au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) – SOCIÉTÉ TAIS sise à VILLENEUVE-LE-ROI, 13 rue Raoul Delattre.

Le Préfet du Val-de-Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L171-6, L171-8, L172-1, L511-1 et L514-5 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2005/292 du 27 janvier 2005 délivré à la société TAIS sise 13 rue Raoul Delattre à Villeneuve-le-Roi portant autorisation d'exploitation et réglementation codificative des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement : modification et extension des installations du centre de tri/transit de collectes sélectives et de déchets non dangereux provenant de clients privés,
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire codificatif n° 2008/2226 du 30 mai 2008,
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire codificatif n° 2013/1037 du 25 mars 2013,
- VU l'article n° 3.1.5.3 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2005 susvisé qui dispose :
« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans la darse et le réseau d'assainissement public d'eaux pluviales, les valeurs limites en concentration suivantes (pour un échantillon moyen d'une pluie représentative-pluie d'intensité moyenne de 20mm/h d'une durée totale de 1 heure) :

Paramètre	Concentration maximale en mg/l
MES	30
DB05	10
DCO	40
NTK	2
Hydrocarbures totaux	5
Métaux totaux	1

La modification de la couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg .Pt/l.

Les eaux rejetées ne doivent pas :

- dégager d'odeur perceptible de la berge à proximité du point de rejet, ni après 5 jours d'incubation à 20 °C,
- contenir de substances capables de porter atteinte à la vie, la reproduction et la qualité alimentaire du poisson, après mélange avec les eaux réceptrices,
- provoquer l'apparition d'un film visible à la surface de l'eau à l'aval immédiat des rejets, sur les berges et sur les ouvrages situés à proximité. »
- VU le rapport du 20 septembre 2013 de l'inspecteur de l'environnement, établi suite à sa visite du 09 septembre 2013, transmis à l'exploitant par courrier du 20 septembre 2013, conformément aux articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement,
- VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé,

.../...

- CONSIDÉRANT QUE lors de la visite en date du 09 septembre 2013, l'inspecteur de l'environnement a constaté que certaines non-conformités perduraient et notamment que les paramètres de rejet en eaux pluviales étaient anormalement élevés,
- CONSIDÉRANT les enjeux pour l'environnement en terme de pollution des eaux de surface (rejets en darse),
- CONSIDÉRANT le non respect de l'article 3.1.5.3 de l'arrêté préfectoral précité,
- CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TAIS de respecter les prescriptions de l'article précité, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511.1 du code de l'environnement,
- SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – A compter de la notification du présent arrêté, la société TAIS sise à VILLENEUVE-LE-ROI, 13 rue Raoul Delattre, est mise en demeure de respecter, dans le **délai de 6 mois**, les conditions de l'article 3.1.5.3 de l'arrêté préfectoral n°2005/292 du 27 janvier 2005 qui réglemente ses installations :

-les paramètres de rejet des eaux pluviales en darse étant anormalement élevés, prendre d'urgence des mesures pour identifier la cause de ces valeurs élevées (vérifier l'implantation, l'état et le bon entretien des réseaux) et y remédier (en installant éventuellement un système de traitement avant rejet en darse).

ARTICLE 2 - Dans le cas où cette obligation prévue à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - Délais et voies de recours (Art. L514-6 du Code de l'Environnement) :

I - La présente décision, soumise à un contentieux de pleine juridiction, peut être déférée au Tribunal Administratif de MELUN :

1°- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié.

2°- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans les six mois après publication ou affichage dudit arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

II - Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

III - Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L111-1-5 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de VILLENEUVE-LE-ROI, le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France et le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TAIS et mis en ligne sur le site internet national de l'inspection des installations classées.

Le Préfet

Le Sous-préfet à la Ville,
Secrétaire Général Adjoint

Hervé CARRERE

Copie certifiée conforme à l'original

Pour le Préfet et par délégation

Le Chef de Bureau

Marie-Hélène DURNFORD